

**R E P U B L I Q U E   F R A N C A I S E**

**DEPARTEMENT DU RHÔNE**

**VILLE D'OULLINS**

**ARRETE DU MAIRE**

**AFGE 07/01**

**OBJET : Arrêté municipal portant règlement de l'occupation du domaine public par les terrasses et les étalages.**

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que, dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité du passage et à des fins de cohérence esthétique et de qualité des espaces il importe de réglementer l'occupation de l'espace public pour les terrasses et les étalages, et autres objets divers,

**ARRÊTE :**

**TITRE 1 : PRESENTATION**

**ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

Ce règlement fixe les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses, étalages et objets divers sur le domaine public.

Il s'applique à toutes les voies ouvertes au public.

**ARTICLE 2 : DEFINITIONS**

Les différents termes utilisés dans le règlement répondent aux définitions suivantes :

Terrasse:

La terrasse est l'occupation du domaine public ou privé ouvert au public sur lequel sont disposés des tables, des chaises, éventuellement des accessoires permettant de consommer.  
Elle peut être simple ou aménagée.

Terrasse simple :

Elle est composée uniquement de tables et de chaises ;

### Terrasse aménagée :

Elle est composée de tables, chaises et d'un certain nombre d'accessoires tels que paravents, parasols, bacs à fleurs, porte-menus, tout mobilier urbain, etc.

Ces accessoires doivent répondre aux prescriptions réglementaires relatives à la protection des sites, à la sécurité générale et faire l'objet d'un accord spécifique.

### Étalage:

L'étalage est une installation destinée à présenter à l'exposition ou à la vente sur la voie publique, tous objets ou denrées dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur du fonds de commerce devant lequel elle est établie.

### Objets divers :

Sont considérés comme objets divers tous les objets posés au sol, tels que panneau indicatif, panneau d'affichage, chevalet, meuble à glace, appareil de cuisson, caisse d'arbustes, tourniquets de cartes postales, etc....

## **TITRE II : L'AUTORISATION DELIVREE ANNUELLEMENT PAR LE MAIRE**

### **ARTICLE 3 : LES CARACTERES JURIDIQUES DE L'AUTORISATION**

Les autorisations d'occupation du domaine public pour les terrasses, les étalages et les objets divers sont délivrées par écrit, sous la forme d'un arrêté.

#### a) l'autorisation est personnelle :

L'autorisation est établie à titre personnel et non transmissible, c'est à dire qu'elle ne peut être cédée ou vendue à l'occasion d'une mutation commerciale. De même, elle ne peut être louée.

#### b) l'autorisation est précaire :

Elle peut être retirée ou suspendue à tout moment pour tout motif d'ordre public ou tiré de l'intérêt général, ou en cas de non-observation du présent arrêté ou des clauses de l'autorisation.

L'autorisation peut être suspendue pour une durée déterminée pour faciliter l'exécution de travaux publics ou privés, un tournage de film, une manifestation autorisée par la ville d'Oullins.

Tout retrait ou suspension d'une autorisation entraîne l'obligation de libérer l'espace public de toute occupation et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

#### c) l'autorisation est donnée pour une durée déterminée :

Les dates de début et de fin de la période sont précisées dans l'arrêté individuel.

L'autorisation n'est jamais renouvelée tacitement et ne confère jamais un droit acquis.

### **ARTICLE 4 : LA DEMANDE D'AUTORISATION**

La demande d'autorisation doit permettre à la ville d'Oullins de se représenter la future occupation, d'en mesurer l'impact exact sur l'environnement et les incidences sur la vie des riverains.

#### **La demande doit être écrite :**

Les personnes physiques ou morales souhaitant obtenir une autorisation d'occupation du domaine public doivent en faire la demande par écrit.

Pour une première demande, le dossier devra comporter les pièces suivantes :

- Noms et prénoms, adresse, qualité du pétitionnaire.
- Le descriptif précis et côté des installations.
- Un plan faisant apparaître la longueur en façade de la devanture du commerce, la largeur du trottoir ou de la voie et l'emprise envisagée.
- La photocopie du certificat d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers.
- L'engagement par écrit à se conformer aux dispositions du présent règlement et à s'acquitter des redevances afférentes.

Pour un renouvellement d'autorisation, il appartient au pétitionnaire d'en faire expressément la demande par écrit pendant le dernier trimestre de l'année précédant l'année pour laquelle la demande est effectuée.

Toute modification de l'autorisation précédente doit s'accompagner des éléments nécessaires à la prise de l'arrêté. A savoir, un plan et un descriptif complet des installations.

Aucune occupation du domaine public ne pourra avoir lieu sans autorisation préalable de la Mairie.

## **ARTICLE 5 : LES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES AUTORISATIONS**

### a) les bénéficiaires

Les personnes morales ou physiques, pouvant obtenir des autorisations d'occupation du domaine public, sont les propriétaires ou exploitants de commerce en rez-de-chaussée des immeubles, ouverts au public sur la voie publique ou voie privée ouverte au public.

En ce qui concerne les autorisations pour les terrasses, la liste est limitée aux restaurants, débitants de boissons, glaciers, salons de thé, boulangeries, pâtisseries, sandwicheries, pizzerias, traiteurs.

Les établissements concernés doivent être aménagés en conséquence et pouvoir fonctionner, portes ouvertes, sans nuisances, notamment sonores, pour l'environnement, le voisinage et les riverains.

### b) le délai d'instruction

Le délai d'instruction est de un mois ; à compter de la transmission complète du dossier.

### c) les autorisations sont délivrées sous réserve du droit des tiers :

Les autorisations ne peuvent porter atteinte aux droits des tiers sur le domaine public considéré.

## **TITRE III : LES REGLES LIEES A L'EXPLOITATION DES AUTORISATIONS**

### **ARTICLE 6 : RESPONSABILITE**

Les exploitants d'étalages et de terrasses sont seuls responsables, tant envers la ville d'Oullins qu'envers les tiers, de tout accident, dégât ou dommage de quelque nature que ce soit pouvant résulter de leurs installations.

La ville d'Oullins ne garantit en aucun cas des dommages causés à leurs mobiliers et accessoires du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

### **ARTICLE 7 : ENTRETIEN DES INSTALLATIONS**

Les mobiliers doivent toujours présenter un aspect compatible avec le site, avec la sécurité et être maintenus en bon état. Les peintures doivent être refaites aussi souvent que nécessaire.

Les étalages et les terrasses ainsi que leurs abords seront obligatoirement tenus propres. Les exploitants doivent enlever tous papiers, détritus ou emballages qui viendraient à être jetés par leur clientèle.

#### **ARTICLE 8 : RESPECT DE LA MORALE**

Il est formellement interdit d'exposer sur les étalages des livres, brochures, publications, photographies, gravures ou autres objets attentatoires à l'ordre public, à la décence ou à la morale. Toute infraction pourra entraîner le retrait définitif ou la suspension provisoire de l'étalage.

#### **ARTICLE 9 : RESPECT DE L'HYGIENE**

Les denrées alimentaires vendues à l'extérieur des commerces sont soumises aux conditions générales et particulières du Règlement Sanitaire Départemental les concernant.

Par ailleurs l'étalage ne peut servir à la découpe ou à la préparation de nourriture, viande, volaille, poisson, etc.

De même, toute émanation entraînant des nuisances olfactives est interdite.

#### **ARTICLE 10 : LIMITATION DU BRUIT**

Sauf dérogation, toute sonorisation d'étalage ou de terrasse est interdite.

Les titulaires de l'autorisation devront veiller à ce que la manipulation du mobilier placé sur le domaine public ne soit pas source de nuisances sonores pour le voisinage. A ce sujet, la base des pieds des tables et des chaises métalliques devra être pourvue d'un patin destiné à atténuer les bruits de choc.

Ils devront également veiller à ce que la clientèle n'occasionne aucune nuisance susceptible de perturber les riverains.

La musique diffusée à l'intérieur de l'établissement ne doit en aucun cas être audible à l'extérieur de celui-ci et les fenêtres de l'établissement devront être tenues fermées de manière permanente.

La ville d'Oullins pourra imposer à la charge du pétitionnaire toute mesure visant à réduire le bruit.

#### **ARTICLE 11 : PAIEMENT DE LA REDEVANCE**

Toute occupation de l'espace public est assujettie à une redevance fixée chaque année par une décision du Maire.

Cette redevance est fonction de l'emprise au sol, de la nature de l'occupation et de la période choisie.

L'absence de paiement de la redevance par le permissionnaire entraînera le retrait immédiat de l'autorisation en cours et pourra entraîner le non renouvellement de son autorisation pour l'année suivante.

### **TITRE IV : LES REGLES TECHNIQUES**

#### **ARTICLE 12 : LES CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS**

Les installations doivent être conçues de manière à pouvoir être enlevées à la première demande de la ville d'Oullins.

#### **ARTICLE 13 : LA DELIMITATION DES TERRASSES**

##### **a) la longueur des terrasses**

La terrasse est délimitée dans sa longueur par les limites latérales de la devanture du commerce. Son extension devant un immeuble, un mur ou un fonds de commerce voisin est interdite. Il peut être dérogé à cette règle lorsque les circonstances le nécessitent dans le cadre d'un aménagement d'ensemble et après accord des propriétaires mitoyens concernés.

#### b) largeur des terrasses

- Sur trottoirs

La largeur du trottoir à prendre en compte pour le calcul des distances précisées aux alinéas suivants, est celle restant, après déduction des obstacles rigides présents sur l'espace : rampes d'accès, arrêts de bus, arbres, feux de signalisation, émergences de réseaux, stationnement de véhicules...

Sur les trottoirs d'une largeur inférieure ou égale à 2 mètres, un passage minimum d'1,40 mètres doit rester libre pour la circulation des piétons.

Sur les trottoirs d'une largeur comprise entre 2 et 5 mètres, la largeur des terrasses peut être autorisée jusqu'au tiers de la largeur du trottoir.

Sur les trottoirs d'une largeur supérieure à 5 mètres, l'emprise autorisée peut-être portée à la moitié de la largeur du trottoir.

En aucun cas, l'accès à une terrasse ne devra nécessiter le franchissement d'une voie ouverte à la circulation. Des dérogations expresses pourraient être accordées dans le cadre de certaines voies semi piétonnes si la sécurité peut être assurée.

- Sur voie piétonnière :

Sur les voies piétonnières d'une largeur inférieure à 5 mètres, l'autorisation d'occupation du domaine public ne sera donnée qu'après l'accord express des services de sécurité et de lutte contre l'incendie. L'obtention de cet accord allongera de fait le délai d'instruction de la demande.

Sur les voies piétonnes d'une largeur comprise entre 5 et 10 mètres, une bande de circulation de 2 mètres de part et d'autre de l'axe de la voie doit être laissée libre de toute installation. Les terrasses peuvent être autorisées entre les murs du fonds de commerce et le bord de cette bande de circulation.

Sur les voies piétonnières de plus de 10 mètres la largeur de l'emprise autorisée est égale au quart de la largeur de la voie.

Il peut être exceptionnellement dérogé aux règles définies dans le présent article lorsque les circonstances locales le permettent.

- Sur les places publiques

L'autorisation sera accordée si le projet ne porte pas préjudice à la circulation des piétons. De plus, si un marché se tient sur la place concernée des dispositions particulières pourront figurer dans l'arrêté individuel d'autorisation afin de ne pas porter atteinte à l'espace de vente attribué au marché.

#### **ARTICLE 14 : LA COMPOSITION DES TERRASSES**

Ne peuvent être acceptés en terrasse que les mobiliers dont les dimensions et le nombre sont compatibles avec l'emprise au sol autorisée.

Aucun des éléments constitutifs de la terrasse ne doit servir de support à une publicité de quelle que sorte qu'elle soit.

## **ARTICLE 15 : LA DELIMITATION DES ETALAGES**

### a) la longueur des étalages :

Elle est définie par les limites latérales de la devanture du commerce. Ces limites ne peuvent être dépassées.

### b) la largeur des étalages :

- Sur les trottoirs  
La largeur de l'étalage est limitée au tiers de la largeur du trottoir.  
Sur les trottoirs d'une largeur égale ou inférieure à 2 mètres, un passage minimum de 1,40 mètre doit rester libre pour la circulation des piétons.
- Sur les voies piétonnières  
Sur les voies piétonnières d'une largeur inférieure à 20 mètres, la largeur de l'étalage est limitée à 1 mètre, plaqué contre la devanture.  
Sur les voies piétonnières d'une largeur supérieure à 20 mètres, l'emprise de l'étalage est limitée à 2 mètres à partir de la devanture.

Remarque : compte tenu de leur spécificité, des dispositions particulières pourront être adoptées pour les étalages d'épicerie et de fleurs.

## **ARTICLE 16 : LES CHEVALETS PUBLICITAIRES**

### a) respect de la réglementation relative à la publicité

L'implantation sur le domaine public des chevalets publicitaires est subordonnée au respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la publicité.

### b) réglementation de l'occupation de l'espace public

Les chevalets publicitaires seront plaqués contre la façade, devant le commerce. Il ne devront en aucune manière gêner la circulation piétonnière. Le passage réservé à la circulation des piétons ne saurait être inférieur à 1,40 mètres.

## **ARTICLES 17 : ECRANS DE PROTECTION**

La pose perpendiculairement aux façades d'écrans de protection, pourra être exigée par la ville d'Oullins pour les terrasses aménagées, afin de protéger les entrées d'allées ou de vitrines voisines. Ces écrans pourront être constitués notamment de grilles largement ajourées ou d'écrans vitrés. Ils doivent être retirés ou repliés pendant la fermeture de l'établissement.

## **ARTICLE 18 : PORTE-MENU**

Un seul porte-menu par établissement et par façade sera autorisé. Son emplacement sera matérialisé sur le plan et ne devra en aucun cas être modifié sans autorisation.

## **ARTICLE 19 : PARASOLS**

Les parasols et assimilés doivent être installés de telle sorte qu'une fois déployés, ils ne dépassent pas l'aplomb des limites de l'emprise autorisée et ne constituent pas une gêne pour la circulation des piétons. Ils doivent impérativement respecter les dispositions du deuxième alinéa de l'article 14.

## **ARTICLE 20 : CAISSES D'ARBUSTES, BACS A FLEURS**

Ils doivent être disposés de façon à ne pas gêner les commerces voisins et autres riverains. Ils doivent être intégrés dans la surface autorisée. Ils ne peuvent être installés que dans le cadre d'une terrasse aménagée.

## **ARTICLE 21 : COMMERCE ET ACCESSOIRES**

Les titulaires d'autorisation de terrasse ou d'étalage peuvent être autorisés à exploiter sur une partie de ceux-ci des commerces accessoires tels que glaces, sandwiches, crêpes, huîtres et coquillages. La demande devra cependant avoir été faite pour l'établissement de l'arrêté annuel.

## **ARTICLE 22 : RANGEMENT DES INSTALLATIONS**

Pour les terrasses simples et les étalages, en dehors des périodes et des horaires de fonctionnement, les mobiliers seront rangés dans l'établissement ou remisés dans un local. Le stockage du mobilier sur le domaine public ou privé ouvert au public est strictement interdit.

Pour les terrasses aménagées les tables, les chaises et les parasols devront être rangés dans l'établissement ou remisés dans un local.

## **TITRE V : DUREE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Les autorisations d'occupation du domaine public délivrées pour l'installation des terrasses peuvent être journalières ou à la saison.

Les autorisations d'occupation du domaine public délivrées pour l'installation des étalages et des objets divers peuvent être journalières, à la saison, à l'année ou réservées à un événement spécial.

## **ARTICLE 23 : AUTORISATION JOURNALIERE**

Des autorisations journalières, dont la durée est strictement limitée dans le temps peuvent être accordées à l'occasion de fêtes traditionnelles (14 juillet, 8 décembre, etc.) ou de manifestations exceptionnelles (sportives, culturelles, internationales, etc.). Cet article ne concerne pas les événements organisés dans le cadre d'une Délégation de service public entraînant une occupation du domaine public.

## **ARTICLE 24 : AUTORISATION A LA SAISON**

Lorsque les autorisations d'occupation du domaine public sont délivrées à la saison, on entend par saison, la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre inclus.

## **ARTICLE 25 : AUTORISATION A L'ANNEE**

Seules les autorisations d'occupation du domaine public pour les étalages et objets divers peuvent être accordées à l'année.

## **ARTICLE 26 : LES HORAIRES D'EXPLOITATION**

Pour les terrasses de 8 heures à 22 heures. Une dérogation est possible pour des événements particuliers sur demande écrite à Monsieur le Maire au minimum quinze jours avant la date prévue. Pour les étalages, aux horaires d'ouverture du commerce mais en aucun cas après 22 heures.

## **TITRE VI : SURVEILLANCE ET CONTROLE DES INSTALLATIONS**

## **ARTICLE 27 : TITRE D'AUTORISATION**

Les titulaires d'autorisation sont tenus de présenter leur titre aux agents accrédités de la ville d'Oullins ou des forces de l'ordre, toutes les fois qu'ils en sont requis.

## **ARTICLE 28 : SANCTIONS**

Lorsqu'une installation est installée en infraction aux présentes règles et à l'autorisation individuelle délivrée par le Maire, le contrevenant s'expose aux sanctions suivantes :

- Contravention de 1<sup>ère</sup> classe pour les installations non conformes à l'autorisation individuelle délivrée (article R 610-5 du Code Pénal),
- Contravention de 4<sup>ème</sup> classe, au titre de l'article R 644-2 du Code Pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes,
- Contravention de 4<sup>ème</sup> classe, au titre de l'article R 644-3 du Code Pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux.
- Contravention de 5<sup>ème</sup> classe, au titre de l'article R 116-2 du code de la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier.

## **ARTICLE 29 : EXECUTION**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Oullins, le 03 janvier 2007**

**François-Noël BUFFET**  
Sénateur-Maire